

**ARRETE  
PORTANT REGLEMENTATION DE  
STATIONNEMENT DES EMPLACEMENTS  
POUR PERSONNES HANDICAPEES  
RUE RICHELIEU  
N°ARPM-31/2023 P**

LA RAVOIRE, le 11 avril 2023

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**VU** l'article R.610-5 du code pénal,

**VU** le code de la route et notamment les articles R.411-8, R.411-25 et R.417-11,

**VU** l'article L.241-3 du code de l'action social et des familles,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

**VU** l'avis du Chef de service de Police Municipale,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques,

Considérant la nécessité d'aménager et de réserver des emplacements de stationnement aux automobilistes titulaires de la carte mobilité inclusion « Stationnement pour personnes handicapées » aux abords des résidences situées rue des Peupliers et rue des Aulnes,

**ARRETE**

**Article 1 :** Un emplacement réservé aux personnes handicapées est situé **RUE RICHELIEU**, au niveau du mur d'escalade.

Le stationnement est exclusivement réservé aux véhicules dont les conducteurs sont titulaires de la Carte mobilité inclusion portant la mention « Stationnement pour personnes handicapées ».

Tout arrêt ou stationnement de tout autre véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R.417-11 du code de la route et passible d'une mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, quatrième partie, signalisation de

prescription) sera mise en place par le service technique sis rue des Belledonnes – 73490 LA RAVOIRE.

**Article 3 :** Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :** Madame la Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de service de Police municipale.**

**Le Maire,  
Alexandre GENNARO**



**Destinataires :**

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.